

L'IEDOM vient de publier une étude intitulée « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* » qui traite des problématiques relatives à l'habitat dans les départements et collectivités de l'outre-mer français. Le logement constitue l'un des objectifs prioritaires de la stratégie de croissance pour l'Outre-mer pour les prochaines années.

Un état des lieux de l'habitat permet de mettre en évidence des progrès importants et un recul global de l'insalubrité, même si des disparités régionales subsistent. Alors que les ménages ultramarins disposent en moyenne de revenus encore inférieurs à ceux des ménages métropolitains, les besoins demeurent conséquents en matière de construction de logements neufs, notamment de logements sociaux, mais aussi de réhabilitation du parc existant.

Si elles ont incontestablement contribué à ces améliorations, les politiques du logement, mises en œuvre de façon plus tardive qu'en France métropolitaine et manquant souvent de cohérence dans les interventions des différents acteurs publics, en particulier en matière de politique foncière, ont sans doute aussi participé à la déstabilisation observée sur les marchés (spéculation foncière, hausse des prix de l'immobilier, des loyers et des coûts de construction...) et n'ont pas toujours eu les effets escomptés.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Comité économique consultatif de l'IEDOM

Le Comité Economique Consultatif de l'IEDOM s'est réuni le 15 avril 2010 sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM, par délégation de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France et Président du Conseil de surveillance de l'IEDOM.

Après une présentation de l'évolution de la conjoncture économique mondiale et européenne par Pierre Jaillet, directeur général des Etudes et des Relations internationales de la Banque de France, la situation et les perspectives économiques conjoncturelles de chaque géographie ont été examinées. Malgré une timide amélioration observée en fin d'année 2009, la tonalité générale reste morose en termes d'activité. On observe toutefois quelques signes d'une reprise plus franche à terme qui, selon les géographies, devrait se matérialiser dans les prochains mois ou vers la fin de l'année.

Les responsables des Etudes de l'IEDOM ont présenté à un public plus élargi, l'étude sur « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* ». Une synthèse en six pages, sous la forme d'une note expresse est publiée sur le même sujet.

Ces documents sont téléchargeables sur notre site Internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr))

### Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de mars 2010, 1 200 dossiers ont été déposés en médiation au niveau national. Sur ce nombre, 985 dossiers ont été acceptés et le taux de médiation réussi s'est établi à 60 %. La Médiation du crédit constate une augmentation sensible du nombre de dossiers déposés depuis le début de l'année ainsi que la progression de la part des TPE.

Au total, depuis novembre 2008, 23 681 dossiers ont été présentés en médiation. Le taux de médiation réussie reste stable à 63 % ; 10 387 entreprises ont été confortées dans leur activité ; 2,59 milliards d'euros de crédit ont été débloqués et 194 181 emplois préservés.

### Pôle commun ACP-AMF

La convention instituant le pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF.

Le texte est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

### Dossier législatif

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance présenté à l'Assemblée nationale par Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le 21 avril 2010, a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2453.pdf>

### Publications

#### 1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport\\_credoc\\_etude\\_conditions\\_acces\\_services\\_bancaires\\_pauvrete.pdf](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_credoc_etude_conditions_acces_services_bancaires_pauvrete.pdf)

#### 2 - La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale

L'article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179\\_6.pdf](http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf)

#### 3 - Rapport sur le risque systémique

Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse vient d'être publié.

Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414raplepetit.pdf>

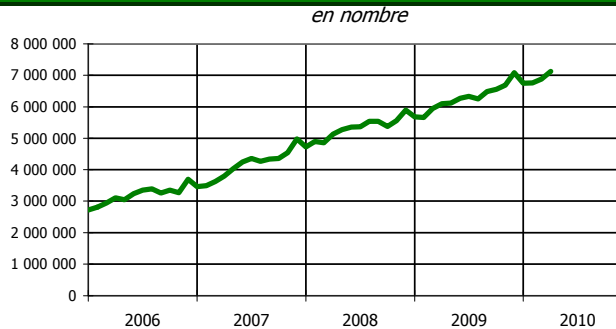
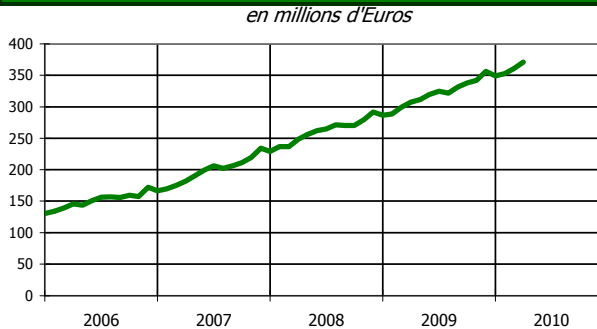
# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Les émissions nettes

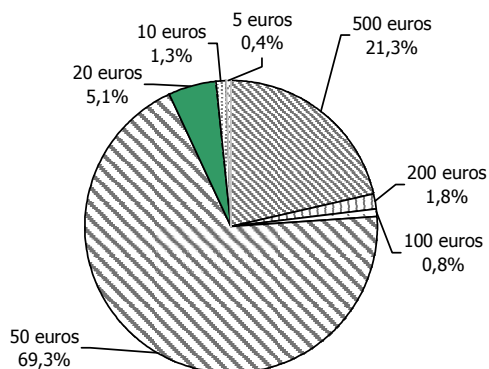
Après avoir atteint 356 millions d'euros à fin 2009 à Mayotte (soit une croissance supérieure à 22 % sur un an), les émissions nettes de **billets** poursuivent leur croissance pour le troisième mois consécutif. Fin avril, elles s'élèvent à 371 millions d'euros. Courant avril, le sept millionième billet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, a été mis en circulation à Mayotte par l'agence de l'IEDOM. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île est d'environ 52 €.

Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décliné par la suite, les émissions nettes de **monnaie métallique** sont stables depuis le début de 2010, à 2,5 millions d'euros, pour un nombre de coupures en circulation de 19,9 millions (moins de 1 % de croissance mensuelle moyenne depuis janvier 2010). La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

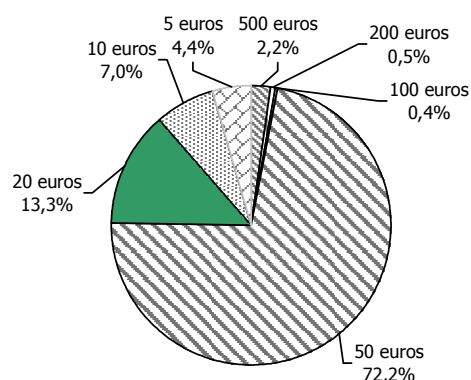
### Émissions nettes cumulées de billets au 30 avril 2010



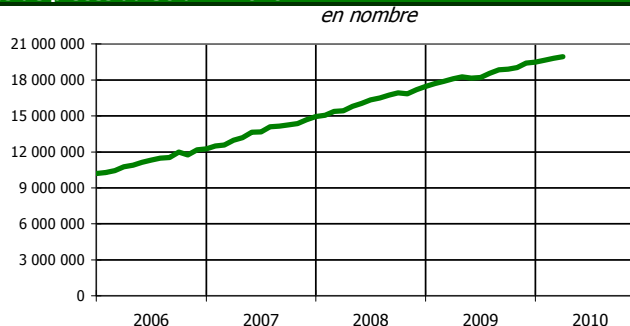
Répartition des billets en valeur



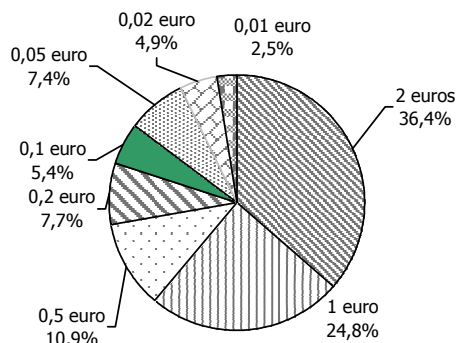
Répartition des billets en volume



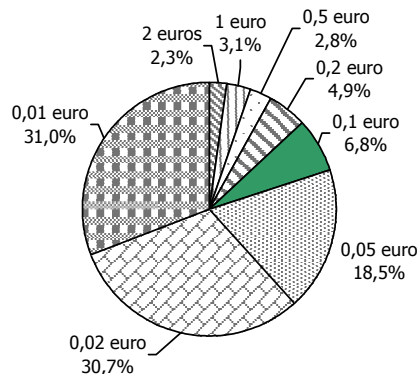
### Émissions nettes cumulées de pièces au 30 avril 2010



Répartition des pièces en valeur

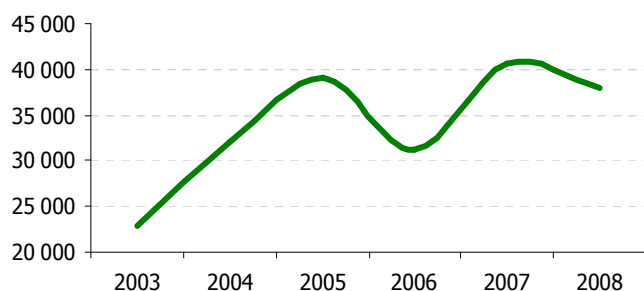


Répartition des pièces en volume



## Organisation d'un séminaire sur le tourisme

Evolution du nombre de touristes à Mayotte



Le 20 avril, en partenariat avec la Préfecture et le Comité du tourisme de Mayotte (CDTM), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a organisé un séminaire dédié au tourisme. Mayotte, destination touristique en devenir, compte intégrer dans sa politique et sa stratégie de positionnement un tourisme durable, vert, rural et écologique. Les hôteliers et restaurateurs doivent ainsi se plier aux nouvelles normes requises. Des dispositifs d'incitation (subventions à l'achat de chauffe-eau solaires, rachat d'électricité issu du photovoltaïque, etc.) ont d'ailleurs été mis en place. La réussite de cette politique rend nécessaire l'intervention des communes dans la gestion et la collecte des déchets, la sensibilisation de la population

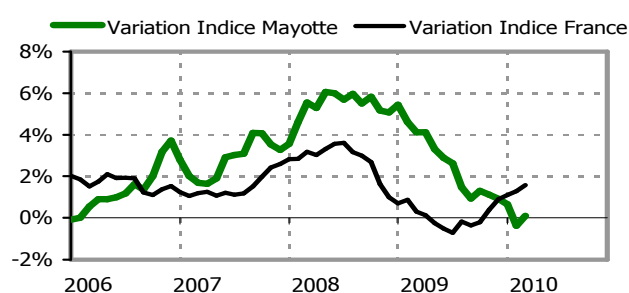
sur la propreté, la protection de l'environnement et le décollage d'une industrie éco-touristique performante.

En effet, Mayotte espère accueillir entre 120 000 et 150 000 touristes dans les dix prochaines années. Pas moins de 6 millions d'euros sont d'ailleurs prévus dans le Contrat de projet 2008-2014 pour la construction de pontons et mouillages ainsi que l'aménagement des plages. Par ailleurs, une convention a été signée entre la Préfecture de Mayotte et l'Agence d'ingénierie touristique pour trouver des investisseurs hôteliers. Le préfet de Mayotte a signé, à cette occasion, une convention de soutien aux cinq actions majeures du CDTM en 2010 –accueil des croisiéristes, charte de la randonnée, organisation de la journée du tourisme notamment- à partir de fonds provenant du ministère du tourisme. Un plan d'action des croisiéristes a également été présenté aux acteurs du secteur, destiné à regagner la confiance des croisiéristes -activité en pleine expansion- en leur offrant un meilleur accueil, et à positionner l'île sur ce marché.

## Hausse de l'indice général des prix

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6 % en mars par rapport à février. Le prix des produits alimentaires et boissons enregistre la plus forte croissance (+1,2 %), en lien notamment avec la hausse des prix des produits céréaliers (+4,1 %). Par ailleurs, l'augmentation des tarifs sur certaines lignes aériennes a fait croître le prix des transports et communication (+4,1 %), participant ainsi à la progression de l'indice des prix des services aux ménages (+1,1 %).

Variations de l'indice des prix à la consommation



## Inauguration de l'Agence de santé Océan Indien

L'Agence de santé de l'Océan Indien Réunion-Mayotte a été inaugurée le 14 avril en présence de M. Hubert Derache, préfet de Mayotte, Mme de Singly, directrice régionale, et Mme. Mouffard, ancienne directrice de la DASS devenue directrice de la délégation Mayotte de l'ARS. L'ARS regroupe désormais, dans une même structure, les services de l'agence régionale de l'hospitalisation, la veille sanitaire, l'Assurance maladie et les services de la DASS, à l'exception du service social qui se transformera en janvier 2011 en une direction de la protection et de la cohésion sociale. L'ARS travaillera en partenariat avec des associations. Elle devra élaborer un plan stratégique de santé dans lequel seront définis les orientations et les objectifs pour les cinq années à venir.

## Résultats du pré-recensement agricole et organisation d'un séminaire sur l'agriculture

A la suite du pré-recensement de 2009 sur l'agriculture qui fait état de 15 500 ménages agricoles à Mayotte, un prolongement de cette enquête était prévu en 2010 par la DAF. En 2009, seuls 2 307 agriculteurs sont inscrits au Centre de formalités des entreprises. Dans le respect des décisions arrêtées lors des états généraux de l'Outre-mer, un séminaire a été organisé le 23 avril entre les différents acteurs de la filière au cours duquel a été confirmée l'élaboration d'un Schéma directeur pour l'aménagement agricole et rural. Ce Schéma définira les zones à haut potentiel à viabiliser en priorité, et les zones dans lesquelles toute activité agricole doit être interdite. Pour les autres zones, des mesures de valorisation agricole (gestion de l'eau, mesures antiérosives, itinéraires techniques...) seront également mises en place.

# LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mars.-10	108,8	0,6%	0,1%
<b>Chômage</b> (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
<b>Commerce extérieur</b>  (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	30 113	3,7%	-16,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-09	355 110 184	-	-5,4%
	Exportations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	585	56,1%	-16,3%
		cumulées	déc.-09	5 545 562	-	-5,4%
	Taux de couverture en valeur	mensuels	déc.-09	1,94%	0,65 pt	1,12 pt
		cumulés	déc.-09	1,56%	1,56 pt	0,14 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aérien</b>  (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	févr.-10	335	-20,8%	16,3%
		cumulés	févr.-10	758	-	13,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	févr.-10	14 382	-38,3%	14,7%
		cumulés	févr.-10	37 683	-	18,4%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	févr.-10	41,1	-10,6%	81,3%
		cumulés	févr.-10	87,1	-	72,5%
<b>Trafic maritime de marchandises</b>  (Source : Douanes)	Mouvements de navires <sup>(1)</sup>	mensuels	déc.-09	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	déc.-09	-	-	-
	Tonnage débarqué <sup>(2)</sup> (hydrocarbures compris)	mensuels	déc.-09	-	-	-
		cumulés	déc.-08	-	-	-
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(3)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	7 302	-13,5%	6,5%
		cumulées	déc.-09	95 742	-	-21,5%
<b>Electricité</b>  (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-10	35 798	0,4%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	mars-10	20 577	15,5%	-6,0%
		cumulées	mars-10	57 840	-	3,8%
<b>Ylang-ylang</b>  (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en tonnes)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-100,0%
		cumulés	déc.-09	2,1	-	-67,8%
	- valeur (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	156,4	-	-74,4%
<b>Automobile</b>  (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mars-10	85	34,9%	-19,8%
		cumulés	mars-10	211	-	-14,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mars-10	19	18,8%	46,2%
		cumulés	mars-10	62	-	63,2%
<b>Vanille</b>  (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en kg)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-
		cumulés	déc.-09	0,0	-	-
	- valeur (en euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	0,0	-	-

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

\* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

### Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

### TIBEUR (avril 2010)

Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3462%	0,3346%	0,3434%	0,3453%	0,4040%	0,6430%	0,9540%	1,2230%

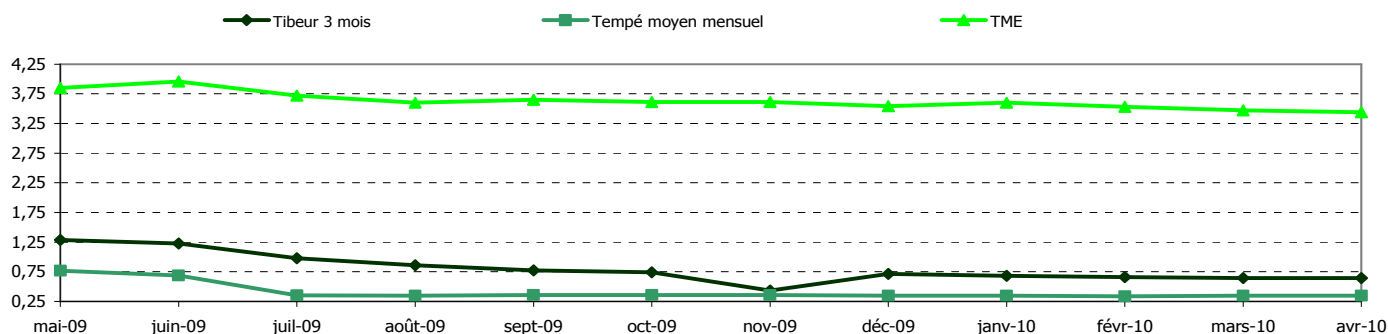
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	février	Mars	Avril
3,60%	3,53%	3,47%	3,44%	3,80%	3,73%	3,67%	3,64%

### Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts voyageurs hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

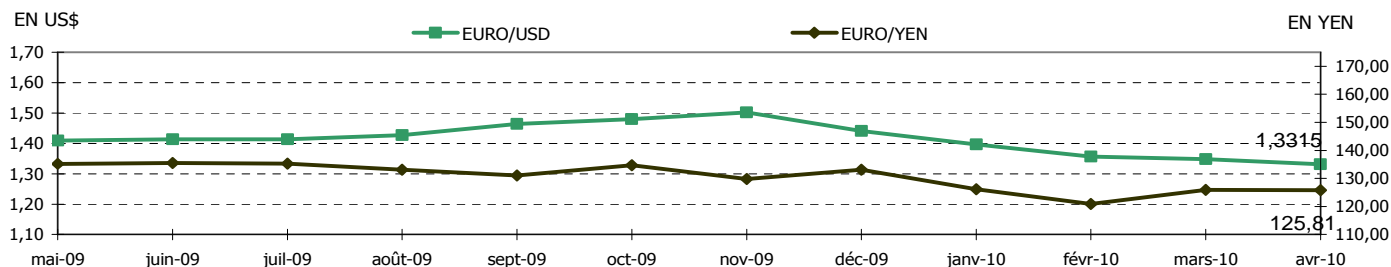
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3315	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,7628	EURO/SRD (Surinam)	3,64070
EURO/JPY (Japon)	125,8100	EURO/BWP (Botswana)	9,04090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37410
EURO/CAD (Canada)	1,3379	EURO/SCR (Seychelles)	15,7730	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8012
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87030	EURO/MUR (Maurice)	40,9813	EURO/BBD (La Barbade)	2,65260
EURO/SGD (Singapour)	1,8217	EURO/BRL (Brésil)	2,2959	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,43530
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3367	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,44400	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2718,91	EURO/XCD (Dominique)	3,581	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK